

muler quelque recommandation qui permettra d'agrandir vos fermes? Pouvons-nous recommander que des crédits vous soient accordés afin de vous permettre d'acheter des machines aratoires destinées à assurer la rentabilité de vos exploitations agricoles? Que pouvons-nous faire? Quelles sont les mesures pratiques à l'heure actuelle? Que voulez-vous que nous fassions?

M. Eagle: Monsieur le sénateur, je voudrais simplement mentionner ici le programme ARDA qui représente, dans notre cas, un programme conjoint du gouvernement du Manitoba et du gouvernement fédéral. Je sais que certains de ces programmes ne sont pas destinés aux pauvres. Je vais maintenant vous donner un exemple très précis, et mentionner l'agglomération de Reedy Creek, où vivent de nombreux fermiers. Ils ne peuvent pas obtenir d'aide financière leur permettant d'exploiter la terre qu'ils possèdent actuellement. La situation est analogue à celle des autres fermiers.

Le sénateur Roebuck: Voulez-vous dire qu'ils possèdent assez de terrain à l'heure actuelle?

M. Eagle: Dans cette région particulière, c'est exact. Je m'efforce simplement de faire ici valoir un point, à savoir que les programmes ne sont pas destinés aux pauvres. Je ne parle pas uniquement du pauvre Métis ou du pauvre Indien, je parle des pauvres en général.

Le sénateur Roebuck: Oui.

M. Eagle: Sachez qu'ils ont beaucoup de difficulté à recevoir de l'aide de ces programmes. Quant à nous, c'est-à-dire l'Association des Métis du Manitoba, ce n'est que l'année dernière que nous y avons participé, car nous sommes devenus un organisme et nous avons fait pression auprès du gouvernement provincial de manière à bénéficier de ce programme.

Le sénateur Roebuck: Et quel est ce programme?

M. Eagle: L'ARDA.

Le sénateur Roebuck: Non, qu'est-ce qui est en cause?

M. Eagle: Il est par exemple question de prêts agricoles.

Le sénateur Roebuck: De prêts agricoles?

M. Eagle: C'est exact.

Le sénateur Roebuck: Ces prêts sont destinés à l'achat de machinerie, n'est-ce pas?

M. Eagle: L'achat de machinerie, de tout ce qui est utilisé dans une exploitation agricole.

Le sénateur Roebuck: Et le cheptel, je suppose?

M. Eagle: Et le cheptel en effet. Les gens ne peuvent rien obtenir en raison des difficultés administratives qui surviennent.

Le président: Monsieur Adams?

M. Adams: D'accord. La situation est la suivante: En Saskatchewan, les collectivités métisses à l'échelle locale commencent à nous faire connaître leurs idées et la manière dont ils désirent développer leur propre agglomération. Dans certains cas, il se peut qu'il s'agisse d'exploitations agricoles, lorsque cette exploitation est possible. Ils nous disent: «Nous avons besoin d'argent pour acheter la machinerie, le cheptel», et ainsi de suite. Dans d'autres endroits, notamment dans le Nord où se trouve le bois, ils nous disent: «Nous avons besoin d'argent pour établir une scierie, ou pour établir une entreprise quelconque reliée à l'industrie du bois». Voyez-vous, cela serait dirigé par la municipalité métisse locale, ou le conseil, la commission ou tout autre organisme du genre, et serait géré entièrement par les Métis. Nous voulons nous assurer que nous supprimons le bureaucrate Blanc intermédiaire, qui nous programme et nous rend impuissants, car nous n'avons aucune autorité et rien à dire dans cette situation. Nous voulons en assurer nous-mêmes la gestion. Voilà le genre de programmes que nous voulons réaliser, le genre de choses que nous désirons. Certaines personnes mentionnent par exemple la culture maraîchère, lorsque cela est possible. Voyez-vous, chaque collectivité a ses particularités économiques; elle doivent prendre les décisions elles-mêmes. Il ne m'est pas difficile de vous adresser un nombre quelconque de pétitions couvertes de signatures, pour vous montrer ce que les Métis ont eux-mêmes compilé et ce qu'ils aimeraient mettre en valeur dans leurs agglomérations respectives.

Le sénateur Roebuck: Parlez-vous de scieries dans les secteurs boisés?

M. Adams: De scieries en effet.

Le sénateur Roebuck: Est-ce que l'exploitation d'une scierie est rentable dans l'agglomération?

M. Adams: Elle le serait dans leur cas.

Le sénateur Roebuck: Pourquoi l'initiative n'a-t-elle pas été prise? Est-ce simplement un manque de capitaux?

M. Adams: Je suppose qu'il s'agit en effet simplement d'un manque de fonds. Dans certains cas, quelques-unes de nos agglomérations du Nord ne sont économiquement viables sous aucune condition. Prenez par exemple le cas du village de Loche: il ne nous semble y avoir dans cette agglomération de potentiel économique et pourtant, plus de 1,700 Métis y vivent.

Le sénateur Roebuck: Est-ce qu'on y trouve une grande superficie de terres arables?

M. Adams: Non, cette localité se trouve trop au nord et la terre ne se prête pas à la